

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2025-06-086**

26 juin 2025

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 26 juin 2025,

### **Exposé des motifs**

En avril 2025, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires disposaient de deux mois pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des industries électriques et gazières a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2023, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries électriques et gazières, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des industries électriques et gazières dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**FRANCE  
compétences**

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Fait à Courbevoie

Le 26 juin 2025

Pierre DEHEUNYNCK  
Président du Conseil d'administration

### **Annexe :**

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche des industries électriques et gazières

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des industries électriques et gazières pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés (à titre indicatif) : 5001**

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP36489	Manager en ingénierie et droit de l'environnement	11615	9350	4000	10500	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP38135	Manager commercial clients grands comptes	10000	9350	4000	9996	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP38266	Manager de la performance industrielle (MS)	10000	9350	4000	9543	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP38593	Chef de projet environnement	9668	9022	4000	9556	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP38710	Sciences et Ingénierie - Maintenance des Systèmes Intelligents et Connectés	11000	9746	4000	9953	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP38808	Responsable d'activité commerciale et marketing	9858	8800	4000	9367	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP39137	Titre ingénieur – Ingénieur diplômé de l'Ecole Supérieure d'Electronique de l'Ouest	11948	11000	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP39219	Mécanicien robinetier en environnement nucléaire	12000	9305	4000	9305	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP39336	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de l'Université Paris-Saclay, spécialité Photonique	9775	9000	4000	9448	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP39485	Intelligence artificielle (fiche nationale)	10500	9295	4000	10201	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP39895	Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Rouen, spécialité Génie Energétique	12000	11000	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des industries électriques et gazières	RNCP40437	Technicien en transport et distribution des gaz	12000	8933	4000	9305	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés